



## L'extrême-droite déteste la statistique publique... Et vous ?

C'est un fait bien connu, l'extrême-droite ne s'embarrasse pas de programme pour faire campagne. Pour les élections législatives anticipées, l'ensemble de ses (huit) mesures politiques tiennent sur un tract d'une page. Difficile dès lors de savoir quelles sont ses positions précises quant à la statistique publique. Et pourtant... Quel serait l'impact sur la statistique publique de la constitution d'un gouvernement d'extrême-droite ? Si le programme du RN ne nous renseignera pas sur cette question, deux pistes nous permettent d'y répondre : l'histoire et les expériences récentes d'autres pays exposés au même risque.

L'histoire d'abord, car nous avons déjà en France fait l'expérience directe d'un gouvernement d'extrême-droite – entre juillet 1940 et août 1944. Comment le régime pétainiste s'est-il comporté vis-à-vis de la statistique publique, alors incarnée par l'institution centenaire qu'était la Statistique générale de la France ? En la marginalisant et en l'instrumentalisant. Fusionnée au sein d'un nouveau « Service national des statistiques », la statistique publique s'est vue confier la mission de constituer des fichiers policiers de la population, qui ont servi dans certaines DR à coder les personnes « de race juive », ainsi qu'à éditer des listes d'appel du Service du travail obligatoire, pour la collaboration économique avec l'Allemagne nazie (a). Le FN/RN, fondé par d'anciens collaborationnistes forcenés, tire ses racines idéologiques de cette période et inclut aujourd'hui encore dans ses rangs militants d'authentiques néo-nazis, qui ne trouveraient rien à redire à une telle instrumentalisation de la statistique publique.

Par ailleurs, l'extrême-droite progresse de nos jours dans de nombreux pays, et nous pouvons tirer les leçons de l'histoire récente de la statistique publique, là où l'extrême-droite est parvenue au pouvoir. Les régimes autoritaires sont les premiers à s'attaquer à l'indépendance et à l'expertise de la statistique publique.

- ➔ Dès sa première année d'investiture, le Brésilien Jair Bolsonaro a refusé de payer pour la réalisation du recensement de la population (pourtant déjà prévu depuis plusieurs années), son ministre de l'Économie proposant que l'institut « vende des biens immobiliers » pour financer le recensement (b)
- ➔ Le libertarien autoritaire Nayib Bukele a annoncé en 2022 dissoudre l'institut statistique du Salvador pour le fusionner avec la banque centrale (c)
- ➔ L'autocrate turc nationaliste d'extrême-droite, Recep Tayyip Erdoğan, a limogé en 2022 le directeur de l'institut statistique de Turquie sans respecter les procédures en vigueur, car l'institut publiait des chiffres d'inflation objectivement galopante malgré la promesse d'Erdoğan de « ramener l'inflation à un chiffre le plus vite possible » (d)

L'extrême-droite a toujours eu un rapport distant aux faits – aux faits statistiques en particulier. Déformations, *cherry picking*, manipulations, voire inventions pures et simples sont malheureusement monnaie courante. On ne compte plus les articles de *fact checking* rectifiant tel ou tel propos quantitatif des figures de l'extrême-droite. Marine Le Pen déplore l'augmentation des « actes violents sur la voie publique » ? Dommage, le SSMSI dément l'existence d'une telle catégorie

statistique (e). Jordan Bardella cite le nombre de viols commis par des étrangers à Paris – peut-être a-t-il oublié de regarder qu'à l'échelle nationale, l'ordre de grandeur était sept fois moins important ? (f) Quel doit être le regard sur la statistique publique d'un Gilbert Collard, fantasmant une « chape de plomb » relative aux statistiques sur la délinquance des étrangers ? (g) Et que dire d'Éric Zemmour, inventant purement et simplement ses chiffres sur la fraude sociale et refusant de reconnaître ceux de l'administration ? (h)

Lorsque les chiffres ne vont pas dans le bon sens (celui du « grand remplacement », par exemple, jamais démontré statistiquement et contredit par les travaux en démographie (i)), toutes les manipulations sont bonnes à prendre – et ils ne sont même pas au pouvoir. Malheureusement, les dernières décennies nous ont trop souvent habitué(e)s aux coups de canif contre la statistique publique, de la part de partis au pouvoir pourtant « républicains ». Les errements de l'ère sarkozyste avaient bien été documentés en leurs temps dans *Le grand truquage* (j). Les différents syndicats de la statistique publique ont ces dernières années été au rendez-vous pour alerter sur les dérives macronistes en la matière, particulièrement en SSM où la proximité avec le politique amène à divers excès plus ou moins visibles mais toujours dénonçables, notamment en matière de publications jugées « sensibles » par les cabinets ministériels (k).

De par leur environnement institutionnel, l'Insee et les SSM sont malheureusement aujourd'hui exposés au risque de pressions accrues d'un pouvoir politique qui souhaiterait faire rentrer les chiffres dans le rang. La dernière revue par nos pairs européens (l), réalisée en 2021, mettait en évidence cette fragilité liée aux processus de nominations des directeurs, encore trop discrétionnaires. Les garde-fous sont bien maigres pour nous protéger des vellétés de mise au pas d'un gouvernement d'extrême-droite si d'aventure les chiffres et les études produits ne lui convenait pas. Sud DG compterait alors sur la mobilisation des agents plutôt que sur celle de la direction pour résister à de telles injonctions politiques, comme elle l'a toujours fait.

Une telle mise au pas contreviendrait bien sûr aux principes du code des bonnes pratiques de la statistique européenne, ainsi qu'à ceux des Nations unies. Notre cadre législatif et institutionnel nous en protège moralement – jusqu'à présent. Mais faudra-t-il croire sur parole que le RN se montrera respectueux des institutions et de l'éthos professionnel de la statistique publique ? Là où ses figures ont toujours manifesté leur désir d'en finir avec les cadres légaux et constitutionnels sur les sujets qui les obsèdent ?

### **L'indépendance de la statistique publique se défend ici et maintenant.**

- (a) Azéma, Jean-Pierre, Raymond Lévy-Bruhl, and Béatrice Touchelay. *Mission d'analyse historique sur le système statistique français*. Diss. Insee, 1998.
- (b) [https://ojs-test.apps.ocp.math.cnrs.fr/index.php/stat\\_soc/article/view/745/792](https://ojs-test.apps.ocp.math.cnrs.fr/index.php/stat_soc/article/view/745/792)
- (c) <https://iaos-isi.org/2022/08/22/iaos-and-isi-statement-regarding-the-dissolution-of-the-el-salvador-national-statistical-office-direccion-general-de-estadistica-y-censos-digestyc/> et <https://www.eleconomista.net/actualidad/El-Salvador-Asamblea-aprueba-disolucion-de-la-DIGESTYC-20220810-0005.html>
- (d) <https://www.sfds.asso.fr/sdoc-9729-432fa93fcb53e97589628d4309c02b6-la-statistique-dans-la-cite-numero-28-fevrier-2022.pdf>
- (e) <https://factuel.afp.com/doc.afp.com.344N349>
- (f) [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/05/24/europeennes-2024-approximations-et-erreurs-des-debatteurs-gabriel-attal-et-jordan-bardella\\_6235264\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/05/24/europeennes-2024-approximations-et-erreurs-des-debatteurs-gabriel-attal-et-jordan-bardella_6235264_4355770.html)
- (g) [https://www.liberation.fr/checknews/les-statistiques-sur-la-delinquance-des-etrangers-etaient-cachees-jusqua-present-gilbert-collard-dit-nimporte-quoi-20221114\\_OUZ5MLDU5JAYVI2YWV4DIXDHNM/](https://www.liberation.fr/checknews/les-statistiques-sur-la-delinquance-des-etrangers-etaient-cachees-jusqua-present-gilbert-collard-dit-nimporte-quoi-20221114_OUZ5MLDU5JAYVI2YWV4DIXDHNM/)
- (h) <https://www.20minutes.fr/societe/3132107-20210924-presidentielle-2022-deux-millions-immigres-50-milliards-euros-fraude-sociale-fact-checke-eric-zemmour>
- (i) <https://www.nouvelobs.com/idees/20220423.OBS57545/francois-heran-le-grand-remplacement-est-une-chimere.html>
- (j) [https://www.editionsladeouverte.fr/le\\_grand\\_truquage-9782707157935](https://www.editionsladeouverte.fr/le_grand_truquage-9782707157935)
- (k) <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/040723/la-cgt-s-inquiete-de-pratiques-de-censure-et-d-autocensure-la-dares>
- (l) <https://www.insee.fr/fr/information/4137897>